



Revue de presse



centre
val de loire

Grève du 5 décembre : « On ne mettra pas de PV et tous nos services tourneront au ralenti » préviennent les policiers

Par Cyrille Deville Publié le 04/12/2019

Alors que la mobilisation du 5 décembre s'annonce suivie, plusieurs syndicats de police appellent à des actions symboliques dans les commissariats. En région Centre-Val de Loire, comme partout en France, les policiers dénoncent les mêmes problèmes de manque d'effectif et de moyens.

« On n'a pas le droit de faire grève, mais on va fermer symboliquement le commissariat central de Tours ».

Deux syndicats de police, Alliance et UNSA, ont appelé l'ensemble du personnel à faire la grève du zèle. Les effectifs sont invités à ne sortir que sur des appels d'urgence, ce jeudi 5 décembre. *"On ne prendra pas d'initiative, on ne mettra pas de PV et tous nos services, que ce soit le dépôt de plainte ou l'investigation, marcheront au ralenti"*, précise Thierry Pouilloux du syndicat Unité SGP-police.

Les revendications sont multiples et les doléances s'accumulent au ministère de l'Intérieur : manque d'effectif, manque de reconnaissance, peur d'une remise en cause de leur retraite. Certains policiers, **comme Frédéric Le Goff, secrétaire à l'UNSA-police**, seront au sein du cortège avec les manifestants : **"La réforme que prépare l'Etat touche tout le monde, elle est interprofessionnelle. Nous serons nous aussi impactés, au même titre que les cheminots ou que les enseignants."**

Les policiers se considèrent directement concernés par les réformes en cours. Ils pourraient perdre l'octroi d'une année de bonification auquel ils ont droit tous les 5 ans.

Cet avantage permet au policier de partir plus tôt à la retraite. Ce principe avait été accordé en compensation à la pénibilité et à la dangerosité du métier.

Frédéric Le Goff rajoute : *"Nous sommes corvéables à merci et souvent rappelés pour des interventions inopinées."* Avec la perte de cet avantage, il estime *"qu'il y a des risques que des policiers partent avec des retraites plus que modestes, de 1 200 à 1 300 euros."*

Tous s'accordent à dire que les conditions de travail se sont dégradées ces 20 dernières années. A cela se sont ajoutées des sollicitations incessantes pour endiguer les mouvements sociaux, qui ont fini par épuiser les collectifs : *"On a une charge de travail trop forte, les unités d'appuis sont en permanence appelées sur le terrain, le service investigation traite beaucoup trop de dossiers dans l'urgence. Concrètement, j'ai des collègues qui craquent : il y a des dépressions, des burn-out qui se multiplient."*

Des négociations sont en cours

D'autres syndicats, comme Alternative Police, sont plus prudents. Pour eux, il vaut mieux miser sur les négociations en cours avec la place Beauvau. Bruno Berger, secrétaire à Alternative police à Orléans, précise : *"Les pompiers et les gendarmes l'ont bien obtenu le 6 novembre dernier, pourquoi pas nous ? Nous, on souhaite que notre statut soit reconduit et l'on trouve normal, au vu de la pénibilité et de la dangerosité de notre métier, que des annuités supplémentaires nous soient comptées."*

Demain, jeudi 5 décembre, de 10 à 15 h, alors que dehors des milliers de citoyens défilent, Alliance et UNSA appellent à un débrayage au niveau national dans les commissariats. Les policiers sont interdits de grève, mais une part d'entre eux a l'intention de marquer le coup pour cette journée hautement symbolique.

C'est aussi, peut-être, une façon de renouer avec la population en montrant que la police, comme le reste des citoyens, se sent compressée, inquiète et surtout pas reconnue. *"On se sent isolé. Demain, nous aussi, on aurait aimé pouvoir défiler avec une bannière UNSA-police et être fier d'être là en tant que policier, pleinement inclus dans la société."*